



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 09/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Indorama Venture Mobility Longlaville SAS (EX Glanzstoff Longlaville)

P.E.D. - LONGLAVILLE
CS 51427
54414 LONGWY CEDEX
54400 Longwy

Références : 2213_2024
Code AIOT : 0006200339

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/07/2024 dans l'établissement Indorama Venture Mobility Longlaville SAS (EX Glanzstoff Longlaville) implanté PED 54810 Longlaville. L'inspection a été annoncée le 08/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a lieu dans le cadre de l'action collective "Rétention et confinement des eaux d'extinction".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Indorama Venture Mobility Longlaville SAS (EX Glanzstoff Longlaville)
- PED 54810 Longlaville
- Code AIOT : 0006200339
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Indorama, située Pôle Européen de Développement 54810 LONGLAVILLE, est autorisée, par arrêté préfectoral n°2004-284 du 24 février 2005 modifié, à exploiter des installations de fabrication de fibres polyester.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Rétention

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Produits incompatibles – rétentions non déportées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Demande d'action corrective	1 mois
4	Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
6	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose de rétentions destinées à recueillir un éventuel déversement accidentel et à assurer le confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie.
Cependant, le dimensionnement et la disponibilité de certaines rétentions doivent être justifiés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Constats : Vu, par sondage : <ul style="list-style-type: none"> le stockage d'acétone dans le laboratoire d'analyses (armoire avec rétention interne) : le dimensionnement de la rétention n'est pas connu de l'exploitant ; le stockage d'acide sulfurique 96% en cuve sur rétention maçonnée suffisamment dimensionnée ; le stockage de Dipa en cuve sur rétention maçonnée suffisamment dimensionnée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de stocker les produits du laboratoire sur rétention suffisamment dimensionnée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions
Prescription contrôlée : [...] Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. [...]
Constats : Vu, par sondage, les rétentions d'acétone (armoire laboratoire), d'acide sulfurique 96% (cuve extérieure) et de Dipa (cuve extérieure) en bon état apparent, vides et non munies de dispositifs de vidange par gravité. Pas de remarque de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Produits incompatibles – rétentions non déportées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Actions nationales 2024, Produits incompatibles
Prescription contrôlée : [...] Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. [...]
Constats : Il a été constaté, par sondage, le stockage de produits incompatibles sur une même rétention au

niveau de l'armoire de stockage du laboratoire d'analyses.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de réorganiser le stockage des produits présents dans l'armoire en tenant compte des incompatibilités entre les différents produits.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis
Thème(s) : Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : Bassin de confinement des eaux incendie. Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m ³ . En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de dispositif de confinement externe : - les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ; - tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ; [...]
Constats : L'arrêté préfectoral d'autorisation du 24/05/2005 prévoit que le site est équipé d'une rétention de 13, 600m ³ . Lors de la visite il a été constaté la présence du bassin et l'exploitant a présenté le plan 76-07B-2003 daté de 1992 pour lequel il est indiqué un volume du 14 000m ³ pour le bassin de rétention. La partie du bassin destinée au traitement des hydrocarbures est recouverte de roseaux et le bassin n'est pas vide. L'exploitant présente à l'inspection la procédure de gestion du bassin qui prévoit une vidange du bassin lorsque celui-ci est rempli à moitié. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que le volume nécessaire à la rétention des eaux d'extinction incendie est en permanence disponible. L'exploitant déclare que la vanne de sortie est fermée par défaut.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none"> justifier du volume destiné à la rétention des eaux d'extinction devant être disponible en permanence dans le bassin des eaux pluviales en tenant compte notamment des éventuelles rétentions internes des locaux ; mettre en place les mesures nécessaires afin de garantir que ce volume soit toujours disponible ; justifier que les plantes présentes dans le bassin n'ont pas endommagé son étanchéité et n'interfèrent pas dans le traitement des hydrocarbures. Dans le cas contraire, le bassin devra être nettoyé et l'étanchéité contrôlée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant présente à l'inspection l'inventaire des produits achetés en 2023 mais ne dispose pas d'un état des stocks à jour. Vu, par sondage, les FDS de l'acide sulfurique 96% (datée du 16.02.23) et de l'acétone (datée du 09.11.2022).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de mettre en place et de tenir à jour un état des matières stockées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2024, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : [...] - les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; [...]
Constats : Vu, par sondage : <ul style="list-style-type: none">• la fiche réflexe du secteur SPINDRAW n°6 du 31/03/23 relative à la "Fuite d'un fût à l'atelier d'ensimage" ;• la "Procédure à suivre en cas d'urgence accident environnement ou incendie" du 21/03/17 (en cours de révision). Pas de remarque de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite